

ENSEMBLE POUR EN PARLER

Objectifs de la journée

4 avril 2019 St-Liguori

Rapport de la journée

Le but de cette journée d'échange était de permettre à toutes les organisations régionales et locales de la région ainsi qu'aux groupes de femmes de Lanaudière de travailler **Ensemble** dans le but:

- De tenir compte des réalités spécifiques des Lanaudoises dans la planification et l'offre de services de chacune des organisations de la région.
- D'agir conjointement pour réduire les obstacles et les problèmes d'iniquités vécues par Lanaudoises.

« Lorsqu'on améliore les conditions de vie des femmes, on améliore les conditions de vie de toute la communauté. »

Table des matières

Objectifs de la 1

Contexte 2
Ordre du jour 3
Stratégie gouvernementale F/H

Enjeux TCGFL 5
Expériences ins- 6
pirantes

Ateliers thémati- 10 ques

Conclusion 18
Liste des partici- 19
pantes

Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière

La journée d'échange est une initiative de la Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière (TCGFL). Elle est un regroupement régional de l'action communautaire autonome composée de groupes de femmes et de comités condition féminine provenant de syndicats ou d'autres organisations.

La TCGFL intervient pour que les droits et les intérêts des femmes soient respectés. Elle vise l'amélioration des conditions de vie et de santé des femmes et favorise la participation active du mouvement des femmes de Lanaudière au développement

socioéconomique de la région.





Organisation de la journée

Par le comité Partenariat de la TCGFL

- Francine Rivest, coordonnatrice de la TCGFI
- Patricia Rivest, responsable du comité condition féminine du Conseil Central de Lanaudière-CSN
- Mélissa Roy, directrice du Centre d'intégration professionnelle de Lanaudière
- Julie Thériault, organisatrice communautaire, CISSS de Lanaudière.

Un merci particulier aux 4 panélistes pour leur présentation ainsi qu'aux personnes ressources pour l'animation et le secrétariat des ateliers thématiques ainsi que la correction du rapport.

De plus, la journée a été animée par Julie Thériault du CISSS de Lanaudière.

Contexte

Depuis 2010, les organisations locales et régionales de la région ont eu l'occasion d'être invitées à des rencontres pour en apprendre davantage sur les données régionales concernant les inégalités entre les femmes et les hommes et pour discuter de pistes d'action qui permettraient de réduire ces iniquités.

Que ce soit initié par la défunte Conférence régionale des élus ou par la TCGFL, toutes et tous reconnaissaient que l'égalité entre les femmes et les hommes n'étaient pas atteinte à tous les niveaux : en santé, en emploi, en éducation et en politique. On s'entendait sur le fait que:

- Les femmes sont plus pauvres que les hommes.
- Les femmes vivent plus longtemps que les hommes et elles ont besoin de soins adaptés à leur condition.
- Les filles sont meilleures que les garçons à l'école et décrochent moins. Cependant, lorsqu'elles décrochent, elles ont un travail moins bien rémunéré que les hommes.
- Les femmes sont plus nombreuses à agir comme proches aidantes.
- Les femmes demeurent encore sous-représentées en politique et dans les instances décisionnelle.
- Etc...

Ainsi, le but de la journée d'échange **Ensemble pour une réelle égalité, Ensemble pour en parler** n'était pas de présenter, de nouveau, des données statistiques mais aller plus loin dans la discussion, sous l'angle du travail ensemble.

Pour certaines personnes présentes à la journée, c'était un premier contact. C'est en se connaissant mieux, que les collaborations se développent.

La réalisation de cette journée d'échanges a été rendue possible grâce à la contribution financière du

Secrétariat
à la condition
féminine

Québec

Ordre du jour

8h30	Accueil-inscription
9h00	Présentation de la journée
9h30	Présentation de la Stratégie gouvernementale en matière d'égalité femmes/hommes Par Marie-Andrée Gauthier, coordonnatrice du Réseau des Tables régionales des groupes de femmes du Québec Présentation des enjeux 2017-2022 de la TCGFL et des fiches thématiques Ensemble pour une réelle égalité Par Francine Rivest, coordonnatrice de la Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière
10h00	Jeu de connaissance sur la mission des organisations présentes
10h30	Pause
10h45	 Présentation d'expériences et d'idées inspirantes mises en place par diverses organisations de la région Lanaudière et périodes de questions Par Chantal Lalonde, coordonnatrice de la Table des partenaires du développement social de Lanaudière Par Stéphanie Godin, coordonnatrice de l'Orignal Tatoué, café de rue Par Ève Bissonnette, agente de développement, Services aux entreprises de la Commission scolaire des Affluents Par Francine Rivest, coordonnatrice de la Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière
Midi	Dîner buffet sur place
13h30	Tenue d'ateliers thématiques : Santé des femmes, Éducation des filles et des femmes, Travail et sécurité économique des femmes, Participation démocratique des femmes
15h00	Pause
15h15	Présentation des intentions de collaboration
15h45	Conclusion et évaluation
16h00	Fin



Bref résumé- Stratégie gouvernementale en matière d'égalité femmes/hommes 2017-2021



Par Marie-Andrée Gauthier coordonnatrice



La Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021 a été lancée le 29 juin 2017.



L'objectif de cette présentation était de sensibiliser les participantes présentes au fait que l'égalité entre les femmes et les hommes est une valeur fondamentale de

la société québécoise. L'apport de femmes, d'hommes alliés de l'égalité et de milieux engagés est essentiel pour atteindre cette égalité. À cet effet, le gouvernement du Québec mise sur des actions concrètes. La Stratégie comprend 59 actions qui seront mises en œuvre grâce à la contribution de 24 ministères et organismes gouvernementaux. Ces actions s'ajoutent aux mesures déjà existantes.

Les orientations sont les suivantes:

- Ensemble pour une socialisation et une éducation égalitaires, sans stéréotypes sexuels et sans sexisme.
- Ensemble pour l'autonomisation économique des femmes.
- Ensemble pour un partage équitable des responsabilités familiales et un meilleur équilibre entre la vie professionnelle, familiale, étudiante, sociale et politique.
- Ensemble pour une approche différenciée selon les sexes en santé et en bien-être.
- Ensemble pour une société sans violence faite aux femmes.

Les ministères et organismes gouvernementaux visés par la Stratégie sont :

Commission de la construction du Québec Conseil de gestion de l'assurance parentale

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion travail Ministère de la Justice (incluant le Bureau de lutte contr

Conseil du statut de la femme Curateur publique du Québec

Ministère de la Famille (incluant le Secrétariat aux aînés)

Ministère des Finances

Institut national de santé publique du Québec

Institut de la statistique du Québec

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Ministère de la Culture et des Communications

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion

Ministère de la Justice (incluant le Bureau de lutte contre l'homophobie)

Ministère de la Sécurité publique

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (incluant

Emploi-Québec et le Secrétariat du travail) Office des personnes handicapées du Québec

Retraite Québec

Secrétariat à la jeunesse

Secrétariat à la condition féminine Secrétariat du Conseil du trésor

Ainsi, l'égalité prendra toute son ampleur dans un travail de mobilisation impliquant les partenaires des régions

Pour en savoir plus: http://www.scf.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/Egalite/strategie-egalite-2021.pdf

ENSEMBLE POUR EN PARLER

Les enjeux 2017-2022 de la TCGFL

Pour préparer cette journée, la TCGFL a pris en considération les enjeux sur lesquels elle intervient avec ses groupes membres.

Lors de la dernière planification stratégique, qui couvre de 2017 à 2022, les groupes membres de la TCGFL ont identifié des enjeux. Ils sont une ligne directrice pour appuyer ses travaux en fonction de la conjoncture et des opportunités régionales. Pour chaque enjeu, les membres ont précisé des objectifs spécifiques.

Les objectifs identifiés pour 2017-2022 touchent cinq enjeux :

- La santé des femmes.
- L'éducation des filles et des femmes.
- Le travail et la sécurité économique des femmes.
- La promotion et la défense de droits des femmes.
- La participation citoyenne et démocratique des femmes.



Pour en savoir plus:

https://femmeslanaudiere.org/wp-content/uploads/2019/08/P.2.-Pr%C3%A9sentation-g%C3%A9n%C3%A9rale-partenaires.pdf

Les fiches thématiques

Entre le mois de novembre 2018 et mars 2019, les organisations de Lanaudière ont reçu, par courriel, cinq fiches thématiques dans le but de les sensibiliser sur les thèmes suivants:

- La réalité des proches aidantes en emploi.
- La scolarité et l'égalité en emploi.
- Les femmes et la pauvreté.
- Les femmes en politique.
- · Les droits des femmes.

Ces différentes fiches intègrent des liens et une bibliographie complète sur les sujets abordés. En plus, des témoignages de Lanaudoises viennent appuyer concrètement les réalités vécues par les femmes. Plusieurs organisations de la région ont contribué à cette réalisation.

Pour consulter les fiches : https://femmeslanaudiere.org/projets/ensemble-pour-une-reelle-egalite/





Les expériences inspirantes

Bref résumé des différentes présentations.

Afin d'intégrer les préoccupations des femmes dans les plans d'action des instances régionales et locales ou encore de valoriser l'importance de bien représenter les intérêts des femmes, le but des présentations suivantes permettait d'avoir des exemples concrets d'idées et d'expériences diversifiées, réalisées dans la région de Lanaudière.



Par Chantal Lalonde coordonnatrice



Depuis 2002, la Table des partenaires du développement social de Lanaudière est préoccupée par la prise en compte des enjeux femmes. En voici des exemples :

- 2002 : Participation à la négociation de la première entente spécifique en condition féminine.
- 2003-2019: Participation à plusieurs activités organisées par la TCGFL telles: rencontres de concertation des groupes membres, 20e anniversaire de l'organisme, activité de sensibilisation à l'analyse différenciée selon les sexes, journée régionale sur l'Itinérance au féminin.
- 2012 : Collaboration au développement d'un outil sur l'ADS destiné aux promoteurs de projets PARSIS.
- 2019 : Réalisation d'une courte vidéo pour souligner le 8 mars 2019.
- Chaque année, les deux organisations se rencontrent pour faire le point sur leurs enjeux respectifs et analysent les possibilités de collaboration.

C'est ainsi qu'est née une collaboration entre les deux organismes sur une préoccupation commune : l'accessibilité au transport en commun est adaptée dans la région de Lanaudière auprès des femmes. Les objectifs étaient les suivants :

- recueillir les besoins des femmes sur l'offre de service en transport collectif dans les MRC, entre MRC et dans tout Lanaudière,
- faire une analyse sur le transport existant vs les besoins exprimés par les femmes,
- élaborer des pistes de solution visant l'amélioration et le développement de services qui répondront adéquatement aux besoins spécifiques des femmes de la région,
- faire des recommandations aux instances concernées : CLDS, MRC, municipalités, etc.

Le défi était que les deux organismes n'avaient pas de financement supplémentaire pour recueillir ces données. Croyant ardemment à l'utilité d'entendre la voix des femmes, la TPDSL et la TCGFL ont convenu de réaliser une modeste étude exploratoire en rencontrant des participantes, membres des groupes de femmes. Pour préparer et réaliser l'étude, une entente a été signée et les tâches ont été réparties entre deux travailleuses, une de chaque organisation. Le défi a été relevé avec brio. La présentation des résultats a été effectuée auprès des MRC. Le problème de transport n'est pas réglé, mais l'étude aura révélé une disparité dans les réalités et les besoins entre les femmes et les hommes. L'application de l'analyse différenciée selon les sexes procurait des bénéfices nets à la population par des services publics mieux adaptés.

Pour lire l'étude : https://femmeslanaudiere.org/wp-content/uploads/2019/05/Etude_transport_collectif_Lanaudiere_2014.pdf

C'est suite à une réflexion entreprise par **L'Orignal Tatouté, café de rue** que l'organisme a constaté que la ressource est davantage fréquentée par des hommes que par des femmes.

Ce constat a amené l'hypothèse suivante : pour les femmes, fréquenter le Café c'est s'identifier en tant que femmes vulnérables et dans le besoin. Le sentiment de sécurité ressenti n'est pas suffisant pour elles. Le Café est un lieu où elles pourraient éventuellement rencontrer un agresseur ou un ex-conjoint. Elles ne se sentent pas à l'aise dans une ressource non mixte, etc. C'est en partageant cette préoccupation avec les groupes de la Table Action Prévention Itinérance de Lanaudière et avec les groupes de femmes et c'est en souhaitant développer des collaborations avec les groupes concernés que l'organisme a orienté son plan de travail.

L'objectif visé : Adapter ses pratiques en matière d'itinérance afin de mieux répondre aux besoins spécifiques des femmes en situation d'itinérance ou à risque de l'être.





Pour ce faire, l'organisme prévoit que les intervenantes améliorent leur expertise en suivant des formations sur les femmes vulnérables ou victimisées et que le Café développe des outils d'interventions s'adressant spécifiquement à ces femmes. De plus, l'organisme souhaite obtenir du financement pour travailler spécifiquement sur cette question. Ainsi, on souhaite des résultats concrets dans un horizon de 36 mois.

Les défis de la collaboration et de la concertation :

- La communication et la circulation de l'information.
- Le manque de temps et de ressources pour assurer les suivis, appliquer les nouvelles idées, participer aux rencontres, etc.
- Le manque de financement pour mettre en place de nouvelles mesures. En même temps, le financement n'est pas toujours la condition nécessaire à l'adaptation des pratiques ou de la concertation.
- La confidentialité et éthique de travail.

Les opportunités de travailler ENSEMBLE :

- Enrichir les expertises des différents secteurs sur différentes problématiques qui touchent les gens avec qui nous travaillons (expertise théorique).
- Améliorer notre compréhension réciproque des enjeux, des besoins et des obligations des différents secteurs.
- Améliorer notre connaissance des services offerts expertise pratique), afin de mieux référer, accompagner et soutenir les personnes que nous accompagnons.





Depuis vingt ans, le Service aux entreprises de la Commission scolaire des Affluents développe des programmes de formations spécifiques avec différents partenaires du territoire de la Commission. C'est en 2014 qu'est née une collaboration avec le Centre d'intégration professionnelle de Lanaudière (CIPL) afin d'offrir une formation sur mesure aux femmes éloignées du marché du travail et des bancs d'école. La formation développée fut en service à la clientèle. Le Service aux entreprises a assuré l'adaptation de la formation, la diffusion de la formation et le développement du matériel pédagogique.

Le travail de collaboration entre les deux organisations a été d'adapter le contenu d'une formation existante tout en respectant les valeurs de CIPL soit : valoriser l'apprentissage en équipe, le respect des femmes et croire au dépassement de soi. Tout au long de la démarche, soit le développement du contenu, le choix des enseignants, pendant la formation et lors de l'évaluation, une intervenante de CIPL et l'enseignante principale travaillaient de concert et faisaient des suivis.

<u>Le défi était de taille</u>: les enseignants devaient bien guider les élèves de façon très progressive et favoriser l'énergie du groupe afin de pallier au manque de confiance des participantes en début de formation. Une approche de rétroaction positive a été appliquée tout au long du programme. Le manuel du cours développé et le cartable ont contribué à sécuriser les participantes.

Par les écrits et les observations des différents partenaires, nous pouvons constater les principaux changements suivants chez les candidates ayant une répercussion sur les acteurs dans la société (parents, famille, amis, employeurs, clients, etc.):

UNE FORMATION QUI FAIT LA DIFFÉRENCE DANS LA VIE DANS GENS

Début du projet	Fin du projet - RETOMBÉS	
Aucune confiance en soi	Confiance et fierté	
Manque d'énergie	Dynamisme et joie de vivre	
Difficulté à se concentrer	Facilité à se concentrer et exécuter une tâche	
Peur du marché du travail	Fonce et entrevoit des possibilités d'emploi	
Crainte de s'exprimer	Facilité de s'exprimer et sociabilité	
Peur de l'échec	Être capable de relever des défis	

Une nouvelle demande de collaboration par CIPL a été faite afin de reconduire le projet et le mettre en œuvre en mai 2020.

<u>Notre vœu :</u> que les fonds publics utilisés pour développer cette formation puissent profiter à d'autres Services aux entreprises de la province ou à d'autres organismes.

Autres idées inspirantes présentées par la TCGFL

1. L'élaboration de politiques

A- <u>Politique de parité</u> et son plan d'action au sein d'instances décisionnelles (au sein de la gouvernance, dans les services offerts à la population, dans la régie interne)

La TCGFL a accompagné cinq municipalités et le Cégep régional de Lanaudière pour mettre en place une telle politique dans leur organisation respective. Les municipalités ont élaboré une politique de parité et un plan d'action au sein de leur instance et le cégep a plutôt choisi de faire une déclaration d'engagement. Plus tard, il y a une autre municipalité qui a élaboré sa politique sans être accompagnée. Pour chacune des démarches, un comité de travail était formé et a nécessité environ trois rencontres.

Voici quelques moyens écrits dans les plans d'action:

- Déléguer des femmes dans différents comités.
- Interpeler de futures candidates en vue de préparer la relève.
- Adopter des règles d'éthique pour faire face aux comportements sexistes.
- Adapter les horaires de rencontres .
- Adapter les présentations des offres d'emploi.
- Souligner la journée internationale des femmes, le 8 mars.

Les quelques défis rencontrés, mentionnés par les instances :

- Prendre le temps de bien réaliser la démarche (s'informer, se former, discuter, décider).
- Appliquer le plan d'action rattaché à la politique.

B- Politique de conciliation travail-famille au sein d'une petite entreprise

La TCGFL a accompagné une petite entreprise à élaborer une politique de conciliation travail famille, spécifiquement à l'égard des étudiants à temps partiel et les proches aidants (soins aux enfants, conjoint parent) qui y travaillent . Le défi principal rencontré : Connaître les informations de base, telles les normes du travail.

2. Mise en place de comités

A- Comité analyse différenciée selon les sexes

Le CISSS de Lanaudière a mis en place le comité « Analyse différencié selon les sexes » formé de groupes de femmes et de représentantes du CISSS. En fait, depuis 1997, il y a toujours eu un comité « Santé des femmes » dans le Réseau de la santé de la région. Lanaudière est une des rares régions à avoir formé un tel comité. Le but est de travailler ensemble pour améliorer l'accessibilité des services de santé et services sociaux pour les femmes dans notre région.

Défis rencontrés selon la TCGFL au fil des ans:

- Maintenir le comité malgré les changements dans le réseau de la santé.
- Être capable, en fonction des contraintes de chacune des organisations, de travailler sur un même objectif.

B- Comité de réflexion

Suite à une journée d'étude sur l'itinérance des femmes, Hébergement d'Urgence Lanaudière a mis sur pied un comité de travail composé de groupes de femmes et de groupes en itinérance pour réfléchir sur la mise sur pied d'une maison d'hébergement réservée aux femmes itinérantes et leurs enfants.



Résumé des ateliers thématiques portant sur la santé des femmes, l'éducation des filles et des femmes, le travail et sécurité économique des femmes ainsi que sur la participation des femmes à la vie démocratique.

Les objectifs spécifiques étaient de:

- Favoriser la connaissance et la mission de chacune des organisations.
- Susciter un dialogue sur les situations d'inégalité vécues par les Lanaudoises.
- Éveiller des intentions de collaboration entre les organisations présentes à la journée d'échange.

ATELIER SANTÉ DES FEMMES

Animation par *Martin Jubinville, TPDSL*

Secrétariat par Francine Rivest, TCGFL

Les enjeux prioritaires identifiés

- L'accès aux soins et aux services de santé publics, adaptés en fonction des besoins des femmes, et ce, dans un délai raisonnable.
- La gratuité des services de denturologie et d'optométrie.
- Le suivi régulier et rigoureux des soins et des services.
- L'accessibilité et l'augmentation des services en santé mentale, des services pour les proches aidantes en emploi et pour les services à domicile pour les femmes aînées.
- L'amélioration des références en santé mentale.
- L'amélioration des conditions de travail des travailleuses du réseau de la santé.
- Le développement de l'expertise féminine dans les services médicaux.

Les opportunités pour instances locales et régionales d'intégrer dans leur organisation les préoccupations liées spécifiquement aux enjeux que vivent les femmes lanaudoises en matière de santé

- Le réseau de la santé de la région de Lanaudière prend déjà le risque d'offrir de meilleures conditions aux travailleuses. C'est unique au Québec. Le défi est d'améliorer le délai à l'accès aux services et c'est déjà une préoccupation du CISSS de Lanaudière. Ce travail est fait au niveau de la planification de la trajectoire de services. Il y a une réflexion pour tenter d'intégrer la population dans l'amélioration des services.
- Au niveau des groupes en lien avec les femmes aînées, il y a une préoccupation d'attirer les femmes dans leurs services et activités. Il y a une réflexion à avoir pour connaître leurs besoins et d'inclure davantage les femmes immigrantes et la communauté LGBT.

Les conditions nécessaires pour y parvenir

- Mieux connaître le travail des groupes de femmes.
- Avoir des leviers et des consignes claires pour le réseau de la santé de toutes les régions provenant du Ministère de la santé.

Le soutien ou les outils pour faciliter cette intégration

- Avoir une liste des groupes de femmes pour faire de la référence.
- Faire une démarche d'analyse différenciée selon les sexes pour adapter les services.

Exemples de collaboration des groupes de femmes avec les instances régionales sur l'enjeu de la santé des femmes

- Participer à un comité de réflexion avec le CISSS de Lanaudière sur la Trajectoire de services.
- Poursuivre les collaborations existantes entre les groupes de femmes et les partenaires (Exemples; table régionale violence conjugale, table agressions sexuelles, comité conjoint ADS.)

Les conditions de réussite pour y parvenir

- Se partager de l'information sur chacune des organisations pour se sensibiliser sur l'enjeu de la santé des femmes.
- Faire connaissance plus amplement. Le bottin informatisé du CISSS de Lanaudière pourrait être amélioré et actualisé.
- Avoir le réflexe de cibler rapidement des interventions entre groupes de femmes et le CISSS de Lanaudière.
- L'intervenante pivot du CISSS pourrait être mieux informée et mise à contribution.

Les besoins de soutien pour y parvenir

- Connaître les personnes-clé au CISSS.
- Améliorer l'info social #811.

Les acteurs manquants dans cet atelier pour échanger sur l'enjeu de la santé

- Les organismes en santé mentale.
- Les organismes du secteur santé physique.
- Les organismes en lien avec la proche aidance.

EN MATIÈRE DE SANTÉ DES FEMMES, pour favoriser l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes les participantes ont eu envie de s'engager à entamer ou de poursuivre une réflexion

Les groupes de femmes et les groupes pour les personnes ainées souhaitent se connaître mutuellement:

- Les groupes de femmes seront invités à présenter leur mission lors de la journée régionale Santé au Salon 50 ans et plus et à des rencontres régionales de la Table régionale des aînés.
- Les groupes de femmes pourraient offrir des ateliers de sensibilisation sur la sexualité via la programmation de la FADOQ.

Les groupes de femmes et le CISSS de Lanaudière souhaitent mieux collaborer pour optimiser l'accessibilité des services pour les femmes:

- Le CISSS de Lanaudière pourra offrir plus d'information aux groupes de femmes sur leurs plans de services.
- Le Comité conjoint ADS CISSSL et TCGFL demeure un bon outil pour que les enjeux en santé des femmes soient entendus et que les services soient améliorés.

ATELIER ÉDUCATION DES FILLES ET DES FEMMES

Animation par

Christine Paquet, CISSS de Lanaudière

Secrétariat par *Danielle Forest, TCGFL*

Les enjeux prioritaires identifiés

Concernant les femmes qui ont besoin de formation, retour aux études :

- Rigidité de la politique d'absences. Les règles sont les mêmes pour les mères qui sont à risque de s'absenter plus souvent parce qu'elles ont des enfants. Le nombre d'absences autorisées et les règles concernant les certificats médicaux sont identiques.
- La conciliation études/famille est difficile.
- Problème de transport vers les lieux de formation.
- Les femmes pauvres n'ont pas les moyens d'aller à l'école : frais de garderie, transport, matériel scolaire, code vestimentaire, etc. La pauvreté limite l'accès à la formation!
- L'obligation de résultats dans les commissions scolaires engendre une rigidité dans l'application des règles et des programmes. Il existe plus de souplesse dans la formation sur mesure.

Pour les femmes en provenance d'autres pays :

- Les attitudes de certains fonctionnaires de programmes se rapprochent du racisme.
- Très souvent, ces femmes ne connaissent pas bien les programmes.
- Les tests de classement minutés sont difficiles à réaliser.

Concernant l'orientation vers un diplôme ou la formation professionnelle :

- L'offre de programme « genré » contribue au maintien du clivage femmes-hommes.
- La formation professionnelle est axée sur les métiers d'avenir afin de combler le manque de main-d'œuvre qui sont plus masculins.
- Les filles s'orientent ou se font orienter vers des métiers traditionnellement féminins donc moins payants.
- Il serait pertinent d'inciter les filles vers des métiers masculins.
- Il est primordial, mais complexe de se mobiliser pour valoriser les emplois féminins afin que ceux-ci soient rémunérés à la hauteur de ceux des hommes.

Concernant l'éducation des enfants et des jeunes :

- Il est difficile d'entrer dans les écoles pour faire de la sensibilisation aux comportements non sexistes et non violents. Ça fonctionne mieux quand on y connaît quelqu'un.
- L'éducation à la citoyenneté, à se mobiliser pour défendre nos droits et nos points de vue, pour contrer le sexisme devrait être prise en compte dès l'enfance. Suite page 13



Les collaborations possibles

- Présence des commissions scolaires (CS) aux tables régionales Violence et Agressions sexuelles.
- Nomination dans chacune des CS et au CÉGEP d'une agente de liaison, d'une répondante au dossier femmes.
- Intégration du travail de rue dans les écoles secondaires.
- Modification des programmes afin de « dégenrer » les programmes.
- Mobilisation pour la reconnaissance financière des métiers traditionnellement féminins.
- Formation du personnel enseignant et des directions d'école afin de favoriser des attitudes et des enseignements exempts de préjugés et de sexisme.
- Sensibilisation auprès des jeunes sur les relations amoureuses.
- Mise ne place d'un cours sur l'histoire du féminisme, sur les luttes des femmes à l'intérieur du cursus scolaire.
- Collaboration avec les services de formation sur mesure.

EN MATIÈRE D'ÉDUCATION DES FILLES ET DES FEMMES, pour favoriser l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes les participantes ont eu envie de s'engager à entamer ou de poursuivre une réflexion

La piste de collaboration retenue

- Elle comprend les enjeux qui ont été soulevés.
- S'associer à nos députés provinciaux pour organiser une rencontre avec les commissions, le CÉGEP et le CISSS Lanaudière pour les sensibiliser aux enjeux liés à l'éducation des filles et des femmes et développer des collaborations concrètes au sujet :
 - De l'éducation non genrée et la sensibilisation des jeunes.
 - De la formation du personnel à des attitudes et des enseignements non sexistes
 - De l'incitation aux parcours de formation non traditionnel qui mènent à des emplois de qualité
 - De la mise en place de mécanismes pour agir sur les obstacles et faciliter l'accès et le maintien à la formation pour des femmes présentant des réalités spécifiques (mères, femmes en situation de pauvreté, immigrantes, femmes moins scolarisées).

Notre visée

Influencer un changement de culture organisationnelle et demander la nomination d'une répondante chargée du dossier femme au sein de chacune des commissions scolaires et des CEGEPS. Cette personne agirait comme vigie en lien avec les enjeux ci-haut mentionnés et pourrait participer aux tables de concertation. (par exemple Tables Violence conjugale et Agression sexuelles).



ATELIER TRAVAIL ET SÉCURITÉ ÉCO-NOMIQUE DES FEMMES

Animation par

Patrick Malboeuf CISSS de Lanaudière

Secrétariat par

Célynne Dansereau CISSS de Lanaudière

Les enjeux prioritaires identifiés

- Le marché de l'emploi non adapté à la réalité des femmes et de leur problématique respective.
- La conciliation travail-famille pour les femmes spécifiquement monoparentales. Les déplacements (transport) pour concilier le travail avec les soins de santé, la garderie, etc., sont difficiles.
- La valorisation de la mixité en emploi.
- L'accessibilité aux services bancaires pour certaines femmes.
- Les conditions de travail à améliorer.
- La méconnaissance des différences culturelles ou mentalités dans le travail.
- La stigmatisation des professions exercées par les femmes.
- Le maintien d'une concertation nécessaire aux échanges, aux réflexions et aux actions.
- Le report de l'échéance à la retraite pour les femmes ayant peu de revenus et de bonnes conditions.
- L'augmentation de la précarité financière des femmes lors de séparation, surtout pour les jeunes femmes ou les femmes âgées.
- La non-reconnaissance financière du travail des femmes dans l'entreprise familiale ou avec un conjoint.

Les conditions nécessaires pour les instances locales et régionales d'intégrer dans leur organisation les préoccupations liées spécifiquement aux enjeux que vivent les femmes lanaudoises en matière d'emploi

Mobiliser encore plus d'acteurs autour de cette question.

Les acteurs manquants dans cet atelier pour échanger sur l'enjeu de l'emploi

 Des employeurs, des entreprises ciblées, des représentantes du Comité régional des partenaires du marché du travail (CRPMT).

Des exemples de contribution de la part des groupes de femmes, dans cette réflexion ou dans des actions concrètes

- Participer aux rencontres des comités locaux de développement social.
- Arrimer les interventions des groupes de femmes sur la question de la sécurité économique des femmes.

La condition des groupes de femmes pour collaborer avec les instances de la région sur la question de l'emploi

Avoir un espace pour communiquer et arrimer les actions vers des cibles communes.

L'obstacle pour surmonter l'enjeu de l'emploi chez les femmes

Mettre en place des actions sans financement supplémentaire.

ENSEMBLE POUR EN PARLER

Page 15

EN MATIÈRE DE TRAVAIL ET DE SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE DES FEMMES, pour favoriser l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes, les participantes ont eu envie de s'engager à entamer ou de poursuivre une réflexion.

Ils-elles:

- Désirent organiser une journée de réflexion avec les groupes de femmes, les organismes et les partenaires du changement social sur des actions favorisant de meilleures conditions de travail pour les Lanaudoises.
- Souhaitent tisser des liens avec la CRPMT et favoriser à ce qu'elle soit active en matière de travail et de sécurité économique des femmes.
- Réclament une approche ciblée différenciée en entreprise pour favoriser l'employabilité au féminin.
- Favorisent des actions concertées pour conscientiser la population, les groupes, les entreprises, la population, etc.
- Valorisent la mixité en emploi.
- Désirent que chaque organisation s'implique dans une vision commune.
- Souhaitent passer rapidement de la parole à l'action.



ATELIER

PARTICIPATION DES FEM-MES À LA VIE DÉMOCRATIQUE

Animation par

Chantal Sullivan
CISSS de Lanaudière

Secrétariat par

Marie-Andrée Gauthier, RTRGFQ

Les enjeux prioritaires identifiés

- Sortir des obstacles de la participation des femmes à la vie démocratique; faire l'espace mental. Mettre en place les conditions gagnantes (infos, besoins comblés, conciliation famille-travail-études).
- L'éducation à la citoyenneté.
- La prise de parole des femmes. (entre nous et en espaces mixtes)

Comme instances locales et régionales, les opportunités pour intégrer dans les organisations les préoccupations liées spécifiquement aux enjeux que vivent les femmes lanaudoises en matière de participation citoyenne

- Utiliser l'éducation populaire autonome (ÉPA) pour connaître les potentiels de la politique, même en étant en survie, ne pas sous-estimer l'intérêt des femmes. Offrir des occasions de stimuler l'intérêt. Le Mouvement d'Éducation populaire autonome de Lanaudière offre une formation sur l'ÉPA et peut créer des outils pour travailler sur cet enjeu.
- Partir du vécu des femmes, de leurs conditions de vie. Souffler sur la flamme. Se mettre ensemble pour constater les problèmes communs, s'informer, ce sera peut-être par un chemin politique que nous pourrons changer les choses. Ainsi, il y aura peut-être plus d'intérêt pour les structures, les possibilités de changement.
- Réserver des sièges au conseil d'administration pour des participantes de notre organisation : amène à reprendre du pouvoir, reprendre confiance.
- Réaliser un livre sur des femmes inspirantes de Lanaudière et offrir de la formation pour les femmes désirant s'impliquer en politique. Le Réseau des femmes élues de Lanaudière l'offre.
- Aller chercher de jeunes femmes.
- Encourager les femmes à participer à des instances décisionnelles. Aller les chercher, une à une les intégrer.
- Avoir le réflexe d'amener des gens avec nous, pour les impliquer.
- Utiliser les moyens technologiques pour faciliter la participation. (exemple : visioconférence).
- Offrir des formations ou des jours d'observation pour défaire le sentiment d'incompétence.
- Offrir du mentorat pour stimuler la participation des femmes.
- Offrir une halte-garderie lors de la tenue d'assemblées.
- Inciter les femmes à aller manifester avec nous.
- Inviter les élues à rencontrer les femmes.
- Impliquer les femmes en situation de pauvreté pour aller chercher leur point de vue, leur implication, leur participation dans les organismes.
- Inclure les jeunes dans les activités pour que ça suscite un intérêt.
- Faire du renforcement positif.
- Inviter des femmes militantes, impliquées dans plusieurs projets, qui ont un impact positif, qui sont politisées afin d'inspirer d'autres femmes à faire pareil.
- Sensibiliser les femmes à aller voter.
- Continuer à discuter sur la charge mentale des femmes car la division des tâches pourrait être plus équitable et les femmes pourraient éventuellement plus s'impliquer.

ENSEMBLE POUR EN PARLER Page 17

Le soutien pour y parvenir

- Que les élues fassent des midis-conférences dans les écoles.
- Que des présentations soient effectuées par des femmes ayant des métiers de décisions.
- Que des simulations de conseil d'administration soient offertes aux élèves du secondaire 4-5 pour démystifier des entités qui font peur.

Les obstacles identifiés par les groupes de femmes pour collaborer avec les instances locales ou régionales

- Être capable de faire des choix (travailler ou arrêter).
- Femmes monoparentales : conciliation difficile pour accéder à la participation citoyenne.
- Propos stéréotypés et sexistes.
- La culpabilité vécue et ressentie.
- Le déclic ne se fait pas dans certaines organisations ou entre certaines personnes.
- On demande à des hommes de voter pour inclure les femmes.
- Le don de soi via le bénévolat vs le don de soi en politique.

EN MATIÈRE DE PARTICIPATION DES FEMMES À LA VIE DÉMOCRATIQUE, pour favoriser l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes, les participantes ont eu envie de s'engager à entamer ou de poursuivre une réflexion.

Au niveau de la réflexion :

- Reconnaître les heures de bénévolat dans les impôts.
- Former des comités citoyennes pour « comment dépenser les argents attribués ».
- Sensibiliser à la prise de parole, l'alternance femmes-hommes surtout lorsqu'il s'agit d'un enjeu porté par les femmes, où nous sommes présentes en grande majorité.

Au niveau de la collaboration :

- MÉPAL: vulgarisation, organisation d'ateliers, journées avec élues, construction d'outils d'animation avec les groupes.
- APTS : être davantage au courant des actions collectives. « Je m'engage à être plus à l'affût des actions collectives pour démontrer notre soutien ».
- CLEF : faire venir des élues pour sensibiliser les femmes.
- Réseau femmes élues de Lanaudière: réalisation d'un livre, mentorat en vue des prochaines élections municipales.
- Maison d'accueil la Traverse : Trouver un lieu pour rassembler les femmes issues de l'immigration, les réunir malgré les barrières de la langue et développer des communautés de pratiques.
- Animatrice : « Je m'engage, lorsque j'anime des événements, à appliquer l'alternance femmes-hommes dans les droits de parole ».

À l'image d'une pyramide

- 1. Avoir une base solide : être en sécurité physiquement et psychologiquement. Assurer les conditions de vie.
- 2. Éducation et socialisation : comprendre le système, avoir les informations pour être active.
- 3. Valoriser la prise de parole et notre capacité d'indignation pour améliorer nos conditions de vie.
- 4. Collaborer avec les organisations existantes pour valoriser ce qui existe. Développer des outils avec des instances existantes.



Conclusion

Nous remercions toutes et tous les participants d'avoir partagé leurs réflexions qui ouvriront sur des perspectives nouvelles. Plusieurs pistes d'action ont été mises de l'avant.

Rédaction du rapport

Francine Rivest en collaboration avec les panélistes et les personnes au secrétariat des ateliers.

> Mise en page Francine Rivest

Reproduction du document:
La Table de concertation des groupes de femmes autorise la reproduction ou l'utilisation des informations contenues dans ce document à la condition d'en citer la source de la façon suivante: Ensemble pour en parler, rapport de la journée d'échange, Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière, Août 2019

Pour joindre la TCGFL 450-752-0049 tcgfl@bellnet.ca www.femmeslanaudiere.org À la TCGFL, nous étions conscientes qu'à cette étape, il était peut-être difficile de prendre des engagements au nom des organisations, sachant qu'il faut ramener les informations aux équipes respectives.

Les préoccupations nommées sont dignes d'intérêt et nous encourageons les organisations régionales et locales à faire des suivis avec les groupes concernés. D'ailleurs, à l'hiver 2020, la TCGFL enverra un sondage pour savoir si les organisations ont développé des collaborations à partir des discussions de la journée d'échange.

Évaluation

Ce sont 95 invitations qui ont été envoyées à des organisations régionales et locales de la région pour participer à la journée d'échange ENSEMBLE POUR EN PARLER. À part des panélistes, 36 participantes représentants 27 groupes y ont participé. À la demande des participantes et pour faciliter les collaborations, les courriels de chacune ont été transmis.

Les commentaires d'évaluation recueillis de la journée indiquent que celle-ci a répondu aux intérêts de toutes et tous. La journée fut très intéressante, ce qui a permis de favoriser la connaissance et la mission de chacune des organisations. Les ateliers permettaient de susciter un dialogue entre les organisations sur les situations d'inégalité vécues par les Lanaudoises et d'échanger sur des façons concrètes de travailler ensemble. Les présentations faisaient le tour des enjeux d'inégalité chez les femmes. Il y a maintenant de belles possibilités de réseautage dans le but de faire d'éventuelles collaborations pour améliorer les conditions de vie des femmes. De plus, la journée a confirmé de l'importance d'appliquer l'analyse différenciée selon les sexes et de transmettre le message auprès des autres tables de concertation de la région.

ENSEMBLE POUR EN PARLER

Liste des participantes

Nom de l'organisation	Nom	Nom de l'organisation	Nom
AQDR Brandon	Louise Beaudry	Comité condition féminine du Conseil central de Lanaudière-CSN	Patricia Rivest
Avec des Elles	Amy Magowan Greene	FADOQ Lanaudière	Caroline Majeau
	Stéphanie Vallée		
Bureau du député de Rousseau	Michel Marchand	Inter-femmes	Ginette Bergeron
Bureau de la députée de Repenti-	Véronick Talbot	Maison d'accueil La Traverse	Clémence Champagne
gny			Marie-Claude Lanoie
Bureau de la députée de Joliette	Valérie Roy	Maison Pauline Bonin	Céline Benny
			Sylvie Lacourse
Bureau de la députée de La Plaine	Karyne Simard	Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière	Jessica Lambert
CALACS Coup de cœur	Véronique Léveillé	Regard en Elle	Marie-Jo Landry
CALACS La Chrysalide	Mélanie Langlois	Regroup'elles	Julie Brunet
			Laurence Coulombe
Centre de femmes Marie-Dupuis	Renée Lessard	Réseau des femmes élues de La- naudière	Mireille Asselin
Centre de F.A.M. des Moulins	Ariane Bouchard	Services Québec	Catherine Lord
	Caroline Parent		
Centre d'intégration professionnel-	Nicole Laurin	Table régionale de concertation des ainés de Lanaudière	Brigitte Rhéaume Liette Lapointe
le de Lanaudière	Mélissa Roy		
	i i		
Centre d'amitié autochtone de La- naudière	Mélina Brazeau Frédérique Provost	Table des préfets de Lanaudière	Sabrina Barbeau
Centre Lanaudière d'emploi pour	Josiane Bergeron		
femmes	Sophie Perreault		
CISSS de Lanaudière	Stéphane Sabourin	_	
Comité Action féministe de l'Allian-	Paméla Guerra	_	
ce du personnel professionnel et			
technique de la santé et des servi- ces sociaux de Lanaudière			
CCS SOCIOUX OC EUHOUGICIC			

